

**Arrêté n° HC 119843 SAIA du 5 octobre 2023 portant création et approuvant les statuts de la communauté de communes Te Tama A Hiro regroupant les communes de Rapa, Rimatara, Rurutu et Tubuai**

(NOR : ETA23300739AR)

*Paru in extenso au journal officiel n°82 N du 13/10/2023 à la page 21708 dans la partie ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE*

Version en vigueur au 13/10/2023

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment les dispositions des articles L. 5211-5 et suivants ;

Vu les délibérations des communes suivantes demandant au haut-commissaire de la République en Polynésie française de fixer le périmètre d'une future communauté de communes :

- n° 15 RIM 2023 en date du 27 mars 2023 du conseil municipal de la commune de Rimatara ;

- n° 28-2023 en date du 28 mars 2023 du conseil municipal de la commune de Rapa ;

- n° 17-2023 en date du 29 mars 2023 du conseil municipal de la commune de Tubuai ;

- n° 13 RRT 2023 en date du 6 avril 2023 du conseil municipal de la commune de Rurutu ;

Vu l'arrêté n° HC 115831 SAIA du 19 mars 2023 portant fixation du projet de périmètre d'une future communauté de communes aux Australes ;

Vu les délibérations concordantes approuvant la création de la communauté de communes Te Tama A Hiro et ses statuts suivantes :

- n° 65-2023 du 20 juillet 2023 du conseil municipal de la commune de Rapa ;

- n° 24-2023 du 26 juillet 2023 du conseil municipal de la commune de Tubuai ;

- n° 21 RIM 2023 du 27 juillet 2023 du conseil municipal de la commune de Rimatara ;

- n° 32 RRT 2023 du 27 juillet 2023 du conseil municipal de la commune de Rurutu ;

Sur proposition du chef de la subdivision administrative des îles Australes,

Arrête :

**Article 1er**

Il est créé, à compter du 1er janvier 2024 entre les communes de Rapa, Rimatara, Rurutu et Tubuai une communauté de communes dénommée "communauté de communes Te Tama A Hiro".

**Art. 2**

Le siège de la communauté est fixé à la mairie de Amaru, 98752 Amaru, commune de Rimatara.

**Art. 3**

La communauté est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4**

La communauté de communes Te Tama A Hiro a pour objet :

- d'associer les communes membres au sein d'un espace de solidarité, en vue de l'élaboration de projets et d'actions d'intérêts communautaires, en lien avec les compétences qui lui sont transférées ;

- de mener de façon coordonnée les études et travaux, et de mettre en œuvre les équipements collectifs que le conseil communautaire jugerait utiles à l'exercice des compétences qui lui sont dévolues ;

- de gérer en commun les services qui sont utiles à l'exercice des compétences qui lui sont transférées.

**Art. 5**

A compter du 1er janvier 2024, la communauté de communes exerce en lieu et place des communes membres, pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, les compétences suivantes :

- le transport entre les îles ;

- l'assistance à maîtrise d'ouvrage.

**Art. 6**

La communauté de communes est administrée par un conseil communautaire d'un commun accord selon la répartition suivante :

- deux (2) membres titulaires et deux (2) membres suppléants jusqu'à 1 500 habitants (population municipale) ;
- trois (3) membres titulaires et trois (3) membres suppléants au-delà de 1 500 habitants (population municipale).

**Art. 7**

Les statuts de la communauté de communes sont approuvés et annexés au présent arrêté.

**Art. 8**

Le conseil communautaire de la communauté de communes Te Tama A Hiro devra délibérer lors de ses premières réunions sur la création de ses budgets annexes.

**Art. 9**

Le trésorier des archipels est désigné comptable de la communauté de communes.

**Art. 10**

Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef de la subdivision administrative des îles Australes, le trésorier des archipels et les maires des communes de Rapa, Rimatara, Rurutu et Tubuai sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française et notifié aux intéressés.

Fait à Papeete, le 5 octobre 2023.  
Eric SPITZ

**Annexe - Les statuts de la communauté de communes Te Tama A Hiro**

# STATUT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES TE TAMA A HIRO

## TITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

### Article 1 : Création, Périmètre et Dénomination

Il est créé entre les communes de, RIMATARA, RURUTU, TUBUAI et RAPA une communauté de communes dénommée « Communauté de communes **TE TAMA A HIRO** »

### Article 2 : Sièges

Le siège de la communauté de communes est fixé à « "Mairie de Amaru - 98 752 AMARU - RIMATARA", dans la commune de RIMATARA.

### Article 3 : Durée

La communauté est instituée pour une durée illimitée.

## TITRE 2 : LES COMPETENCES

### Article 4 : Objet

La communauté de communes a pour objet :

- D'associer les communes membres au sein d'un espace de solidarité, en vue de l'élaboration de projets et d'actions d'intérêts communautaires, en lien avec les compétences qui lui sont transférées ;
- De mener de façon coordonnée les études et travaux, et de mettre en œuvre les équipements collectifs que le conseil communautaire jugerait utiles à l'exercice des compétences qui lui sont dévolues ;
- De gérer en commun les services qui sont utiles à l'exercice des compétences qui lui sont transférées.

### Article 5 : Compétences

La communauté de communes exerce de plein droit en lieu et place des communes membres, pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, les compétences suivantes :

- Le transport entre les îles :
- L'assistance à maîtrise d'ouvrage :

## TITRE 3 : LES REGLES DE FONCTIONNEMENT

### Article 6 : Le conseil communautaire

La répartition par commune des sièges au sein du conseil communautaire est effectuée d'un commun accord et comme suit :

- 2 membres titulaires et 2 membres suppléants jusqu'à 1.500 habitants (population municipale).
- 3 membres titulaires et 3 membres suppléants au-delà de 1.500 habitants (population municipale).

### Article 7 : Le bureau

Chaque commune est représentée au sein du bureau de la communauté de communes, lequel est composé du Président, de Vice-Présidents et de délégués, élus au sein de l'institution. Le nombre de membres du Bureau est de quatre (4). Le nombre de Vice-Présidents est fixé par le conseil communautaire.

Les mandats des membres du bureau prennent fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant.

#### **TITRE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

##### **Article 8 : Les ressources de la communauté de communes**

Les ressources de la communauté de communes sont constituées :

- Des recettes fiscales dont la perception est autorisée par les dispositions applicables localement;
- Du revenu des biens, meubles ou immeubles de la communauté de communes ;
- Des sommes qu'elle reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers en échange d'un service rendu ;
- Des subventions de l'Etat, de la Polynésie française, de l'Union européenne et du fond de péréquation intercommunal ;
- Du produit des dons et legs ;
- Du produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ;
- Du produit des emprunts ;
- De l'attribution au titre de la dotation d'intercommunalité instituée à l'article L.5842-8 du CGCT.

#### **TITRE 5 : DISPOSITIONS DIVERSES**

##### **Article 9 : Le règlement intérieur**

Le conseil communautaire approuve un règlement intérieur établi par le bureau qui précise notamment les règles de fonctionnement du conseil communautaire et du Bureau, les droits et les devoirs des élus au sein de ce conseil, ainsi que les modalités d'exercice de la démocratie locale dans le cadre de ce conseil.

Le règlement intérieur est adopté dans les 6 mois de l'installation du conseil communautaire.

**Article 10 :** Le présent statut est annexé à l'arrêté du haut-commissaire portant création de la communauté de communes.